

L'ONU et le rôle du Canada

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Le vote récent du Canada dans la foulée des résolutions anti israéliennes rituelles aux Nations unies a remis en question la continuité de la position canadienne qui consistait à ne pas participer aux résolutions unilatérales de cet organisme. En effet, depuis 2004, le gouvernement canadien sous Paul Martin avait décidé de se retirer des résolutions anti israéliennes unilatérales dans un but de réforme de l'ONU.

Les questions qui se posent sont les suivantes : quel crédit accorder à l'ONU quand il s'agit d'Israël ? Quelle résolution contribue à l'avancement de la paix ? Quelle serait la meilleure des façons de faire régner la paix ?

La fantasia des résolutions anti israéliennes à l'ONU

L'ONU a voté plus de 300 résolutions anti israéliennes et pas aucune qui critique les pays limitrophes. Ces résolutions qui portent sur tout et rien (y compris l'interdiction à Israël de creuser un canal allant de la Mer rouge à la Mer Morte qui fournirait de l'électricité à l'ensemble du Moyen-Orient !) passent avec des blocs de votes pré acquis et font penser à l'analogie suivante : imaginez que toute la police de Montréal se poste à chaque carrefour et vous suive à chaque pas pour mesurer les temps d'arrêt à votre stop ou la vitesse instantanée de votre véhicule tout en ignorant totalement les violations systématiques du Code de la route par les autres conducteurs et les accidents graves qu'ils causent. C'est exactement ce que l'ONU fait en ignorant complètement les massacres et les violations des droits de la personne dans les pays limitrophes d'Israël.

Quelle crédibilité accorder à cet organisme qu'est l'ONU, dans lequel les états qui sont les pires transgresseurs des droits de la personne sont élus au Conseil des droits de la femme ou des droits de l'Homme ? Il est vrai que les

résolutions importantes se prennent au Conseil de sécurité. Or, le pouvoir de veto d'une des cinq puissances du Conseil de sécurité paralyse également cet organisme lorsque le problème abordé ne fait pas l'affaire de toutes.

Les votes du Canada à l'ONU

Comme par le passé, il a été avancé que le vote du Canada à l'ONU empêchait l'obtention d'un siège non permanent au Conseil de sécurité. En date du 19 octobre 2010, l'auteur de ces lignes écrivait dans le journal La presse l'article intitulé : [Canada et ONU: revers diplomatique?](#)

« C'est tout à l'honneur du Canada que de s'être élevé contre l'hypocrisie qui règne à l'échelle planétaire. L'ONU est paralysée par les votes automatiques et aveugles de l'Assemblée générale. Il est grand temps que tous les partis canadiens soutiennent la position du Canada en lançant un appel aux pays amis, y compris les pays arabo-musulmans, afin de montrer plus de discernement et d'impartialité et de faire de l'ONU un lieu de résolution de conflits plutôt qu'un lieu d'ostracisme vicieux. Qui plus est, dans le cas présent, les représentants des Émirats arabes unis auraient ouvertement fait campagne contre le Canada en raison du refus du Canada d'ouvrir davantage son espace aérien à leurs transporteurs. »

Il a été également avancé que le Canada prenait dorénavant une position plus équilibrée. Quelle valeur accorder à cet argument quand on sait que la balance de la justice onusienne est disproportionnellement déséquilibrée quand il s'agit d'Israël ? Une position plus équilibrée consisterait justement à dénoncer cet état de choses. Nul doute que cela mettrait plus de sérénité et de crédibilité à l'ONU dont l'agenda a été pris en otage par ces résolutions anti israéliennes au détriment de la recherche de solutions aux nombreux conflits et misères d'une planète en détresse.

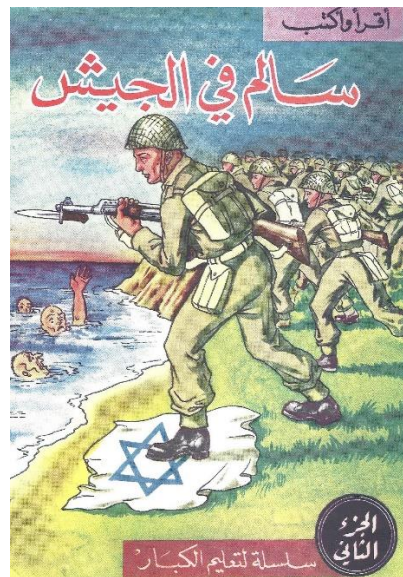
Le conflit israélo-arabe

Avant la guerre des Six Jours, les appels à l'extermination d'Israël saturaient les ondes au Moyen-Orient. Le président Nasser avait décidé le renvoi des forces de l'ONU à la frontière israélo-égyptienne, l'entrée d'armes lourdes au Sinaï et la fermeture du détroit de Tiran. Contrairement à toute attente, Israël est sorti vainqueur. La résolution 242 fut adoptée par le Conseil de

sécurité selon laquelle Israël devrait se retirer des territoires conquis à des frontières (et non pas de toutes les frontières) sûres et reconnues. En d'autres mots, le statut de ces territoires ne peut être finalisé aux dépens de la sécurité d'Israël.

C'est pourquoi le vote canadien pour une résolution coparrainée par la Corée du Nord et définissant à l'avance le statut définitif des territoires de Cisjordanie passe mal. Des résolutions onusiennes biaisées orchestrées par des pays qui ne cherchent qu'à délégitimer Israël ne font rien pour avancer la solution de deux états que beaucoup souhaitent.

Depuis la guerre des Six Jours, un accord de paix a été signé avec l'Égypte et la Jordanie et des compromis territoriaux ont été négociés. La Jordanie a renoncé à la Cisjordanie qu'elle occupait depuis 1948. La Syrie a continué de prôner une opposition radicale à tout accord de paix. À l'heure où l'argument selon lequel tous les malheurs des pays arabes sont attribuables à Israël ne porte plus, le Printemps arabe a été l'expression de révolte populaire contre la corruption et les déficiences gouvernementales endogènes.



Revue militaire syrienne de 1967 titrée La paix par l'armée

Qu'en est-il des Palestiniens ?

Les accords d'Oslo suivis des propositions d'accord de Taba avaient offert aux Palestiniens plus qu'ils n'espéraient, y compris sur la question de Jérusalem. La réponse palestinienne a été le déclenchement d'une série d'assassinats suicides qui a fait désespérer le public israélien et fait perdre le

pouvoir à la gauche qui préconisait une formule de cessation de territoires en échange d'une paix. Cela a renforcé dans leur opinion ceux qui choisissent de s'établir dans des territoires de façon à mieux défendre le pays.

Comment expliquer le refus palestinien ? Le problème palestinien a été longtemps entretenu par les dictatures de la région pour subjuguer leur population et détourner leur attention. Qui plus est, les Palestiniens bénéficient d'une aide internationale importante et sont encouragés dans leur refus par la mitraille de votes anti israéliens à l'ONU. Ils n'arrêtent pas de manquer une occasion d'avancer les intérêts de la paix.

En outre, bien que les dizaines de millions de réfugiés dans le monde perdent leur statut sitôt qu'ils ont trouvé du travail, les réfugiés palestiniens conservent leur statut de génération en génération. Un organisme spécial (UNRWA) s'occupe exclusivement des Palestiniens. Un autre (UNHCR) s'occupe de l'ensemble des dizaines de millions de réfugiés dans 110 pays. Aucun organisme onusien ne s'occupe des réfugiés juifs des pays arabes. Alors qu'un travailleur de l'UNRWA dessert 160 réfugiés, un travailleur de l'UNHCR dessert 2 800 réfugiés. Il a été maintes fois déploré que les écoles financées par l'UNRWA attisaient l'enseignement de la haine. Il a été récemment découvert que cet organisme était gangrené par la corruption. Il va sans dire que si la paix survenait, le statut de réfugié serait perdu...

Qu'en est-il des Israéliens ?

Face aux refus de multiples propositions de paix de la part des Palestiniens, beaucoup sont arrivés à désespérer de parvenir à la paix. Comment envisager une paix alors que l'Autorité palestinienne récompense les auteurs d'assassinats suicides par des allocations de plusieurs centaines de millions de dollars qui minent son budget ?

On parle d'une solution de deux états. Quelle serait la viabilité d'une telle solution dans de telles conditions de haine inculquée et entretenue ? Imaginons que la Cisjordanie devienne indépendante. Demain, l'Iran enverra comme aide agricole des centaines de tanks en guise de tracteurs alors que la frontière ne se trouve qu'à 14 kilomètres de la Méditerranée... Qu'il soit clairement entendu qu'une telle solution est à écarter tant et aussi longtemps que l'enseignement de la haine prévaudra.

Comment contribuer à la paix ?

Il serait judicieux que les versements du Canada à l'UNRWA passent par l'UNHCR pour mettre fin à un système qui entretient la dépendance.

Il serait utile que le Canada incite à des initiatives encourageant la modération et la collaboration entre Palestiniens et Israéliens afin de rétablir plus de confiance entre eux.

Bien des pays européens veulent restaurer les bonnes relations avec la dictature des mullahs iraniens en ignorant souverainement les appels génocidaires répétés émanant de leur gouvernance et de leurs milices. Nul doute qu'une telle réalité, tout comme celle des votes onusiens unilatéraux, ne fait que renforcer le sentiment d'assiégés de ceux qui en Israël croient de moins en moins à la paix véritable.

La vraie paix passe par celle des cœurs. Aller à contre-courant de la noirceur onusienne, c'est donner une lueur d'espoir au bon sens et raviver la clarté que nous espérons tous voir en cette veille de la prochaine fête des Lumières.